

## Liège : le maieur qui aida les nazis

CHRISTIAN LAPORTE

L'historien Thierry Rozenblum, petit-fils d'un Juif liégeois déporté pendant la Seconde Guerre mondiale, lance un fameux pavé dans la mare. Archives à l'appui, il accuse l'administration communale et le bourgmestre socialiste de l'époque, Joseph Bologne, d'avoir favorisé indirectement la déportation des Juifs de la Cité ardente en se pliant avec trop de zèle à l'exécution des ordres de l'occupant. Plus tard, lorsque la Solution finale fut mise en œuvre, Joseph Bologne fut remplacé par les rexistes parce qu'il ne voulait pas se soumettre au nazisme, mais il aurait été trop accommo-

dant en ne s'opposant pas à certaines ordonnances qui permettent d'identifier la population juive de Liège. Bologne n'était pourtant pas un collabo : son passé de militant socialiste, son action pendant la Première Guerre mais aussi au début de la Seconde le mirent tout naturellement dans le camp de la Résistance et de la gauche universaliste. Certes, au lendemain du conflit, Bologne avait été accusé d'avoir livré des listes de communistes et de francs-maçons à l'occupant mais il avait été acquitté, lesdits noms ayant été publiés avant la guerre par une certaine presse catholique. •

Page 3

## Un mauvais procès anachronique ?

COMMENTAIRE

CHRISTIAN LAPORTE

A la lecture de l'étude de Rozenblum qui s'est penché sur le « comment » plutôt que sur le « pourquoi » de l'indifférence de l'administration liégeoise face aux ordonnances allemandes, on ne peut qu'être pris d'un sentiment de malaise : comment expliquer que Joseph Bologne n'ait pas réagi vigoureusement contre les ordonnances comme il le fit contre l'étoile jaune ?

C'est d'autant plus incompréhensible que le bourgmestre de Liège n'avait pas le profil et encore moins les idées d'un « collabo ». Au contraire, son passé tant socialiste que wallon le plaçait dans le camp de la résistance et de la gauche universaliste.

L'homme était aussi un grand militant wallon et ce n'est pas un hasard s'il figure en bonne place dans l'Encyclopédie du Mouvement wallon. Député socialiste en 14-18, il avait pris une part active à la bataille de Liège avant de devenir le responsable d'un service de renseignement pour l'armée française. Et alors qu'il fut cité à l'ordre du jour de

l'armée française et qu'il reçut la Légion d'Honneur, son fils Maurice se vit décerner la Croix civique (belge) de guerre...

Bourgmestre de Liège malgré lui - septuagénaire, il n'était nullement candidat - un mois avant le début de la Seconde Guerre, il avait été le distributeur provincial de l'aide aux réfractaires. Il s'efforça en même temps d'accéder le moins possible aux demandes des Allemands tout en étant une cheville ouvrière du mouvement Wallonie libre, clandestin et... antinazi. D'aucuns le voyaient déjà présider le premier Congrès national wallon d'après-guerre mais son procès allait l'en empêcher.

Entre-temps, il avait été exclu par la Fédération liégeoise du PSB. Mais acquitté au tribunal. Peut-on le condamner une seconde fois pour non-assistance à population en danger sur base de documents qui paraissent incontestables ? La mémoire de la Shoah le suggère. Mais jusqu'à preuve du contraire, Bologne ignorait l'usage qui serait fait de ces listes. Aux historiens d'étudier si c'était effectivement de bonne foi, avant de condamner l'administration liégeoise !

# Liège, trop légaliste, aida-t-elle les Nazis ?

■ Le Monument de la Résistance en attente : Liège fut à l'avant-garde du combat antifasciste. ■ Mais l'autorité locale n'a guère combattu les mesures antijuives.

CHRISTIAN LAPORTE

Un bon tiers des Juifs de Liège - 700 sur 2.560 - furent assassinés pendant la Seconde Guerre mondiale par les Allemands. En soi, ce chiffre est plutôt bas, comparé au bilan d'autres grandes agglomérations. Ce qui tendrait à renforcer l'image de la ville résistante jusqu'à l'héroïsme, du « véritable terreau du refus » bravant l'ennemi au prix de sa propre vie. Reste qu'en approfondissant la recherche à travers une série d'archives peu connues, on en arrive à un constat effarant : l'élimination progressive de la population juive fut indirectement rendue possible par le légalisme exacerbé des autorités locales. Non pas les rexistes mis à la tête de la Cité ardente par l'ennemi en 1942, mais le bourgmestre socialiste Joseph Bologne qui s'était pourtant défendu en 1945 d'avoir transmis les listes des Juifs et de francs-maçons aux autorités allemandes.

Soyons clairs : il s'agit de l'exécution d'ordres de l'ennemi et nullement de collaboration idéologique. L'accusation n'en reste pas moins grave. Un chercheur liégeois, Thierry Rozenblum, dont le grand-père avait été déporté dans les camps de travail de l'Organisation Todt dans le Pas-de-Calais, a voulu en avoir le cœur net et a travaillé sur le sujet depuis plusieurs années.



Abraham Simon Szerer, un Polonais qui résidait à Seraing, avec une amie lors d'une de leurs rares visites à Bruxelles. Document MCIL.

Ses conclusions, qui font l'objet d'un article fouillé dans la Revue d'histoire de la Shoah sont terribles : si le bourgmestre socialiste fut remplacé en novembre 1942 par un rexiste pour insoumission à l'idéologie nazie, il avait néanmoins accédé à des demandes nazies qui facilitèrent l'identification de la population juive.

Toutefois, Liège, n'était pas Anvers où, comme Lieven Saerens l'a montré dans sa magistrale thèse de doctorat sur le temps de guerre, les pouvoirs locaux ont été jusqu'à fournir les policiers pour les rafles. Dès le 12 mai 1940, le bourgmestre Bologne

avait demandé par voie d'affiches à la population de conserver le plus grand calme et d'empêcher tout désordre. Une modération à ne pas interpréter comme une dérive collaborationniste : au contraire, dans les premiers mois de l'occupation, Bologne profita de tous les espaces d'insoumission pour contester ou refuser des ordres allemands, invoquant ici la Constitution ou les lois belges, là le droit international. Il s'opposa, par exemple, à ce que ses policiers soient soumis aux officiers de la garde wallonne rexiste, à ce que des otages soient placés dans des trains ou encore à la fourniture obligatoire de métaux non ferreux, etc. De même, il fut l'aiguillon de l'opposition locale à la création d'un Grand Liège.

Mais cette détermination s'émoussa et, comme le rappelle Rozenblum, Bologne transmit en avril 1941 à l'instar d'autres maires la liste des étrangers à l'autorité occupante puis une liste de 180 militants communistes avant de fournir le registre des Juifs et une liste de repris de justice. L'administration de la ville, constate le chercheur, avait fait mieux puisque, avant que les autorités allemandes n'introduisent les lois antijuives, elle avait fait établir une liste de commerçants juifs. Rozenblum précise toutefois qu'il n'a pu là déterminer si le bourgmestre en avait

pris lui-même l'initiative. Mais il ne pouvait ignorer les premières ordonnances qui prônèrent l'établissement d'un registre des Juifs. Des archives le confirment, mais Bologne s'est toujours défendu d'avoir établi un tel registre. Rozenblum constate aussi que, du 28 octobre 1940 au 21 septembre 1942, l'autorité occupante a promulgué 15 ordonnances antijuives qui furent toutes parfaitement et rigoureusement appliquées par l'administration liégeoise. De l'établissement d'une liste des maisons vides habitées par des Juifs à un relevé des possesseurs de TSF mais aussi de pigeons voyageurs.

Une exception pourtant. Symboliquement importante : Joseph Bologne émit de nettes réserves à l'égard du port obligatoire de l'étoile jaune. Il l'exprima dans une lettre au chef militaire de Liège mais le même jour, un membre de son administration ordonnait déjà la distribution.

Mais le bourgmestre ne fut pas le seul à exécuter les ordres : comme ailleurs dans le pays, des sections de l'Association des Juifs de Belgique virent le jour à Liège, ce qui n'empêcha pas les citoyens juifs de faire la souche oreille à ses convocations. C'est pourquoi fin août 1942, il y eut 75 arrestations domiciliaires y compris de membres de l'AJB. Le 25 septembre, alors que la Solution finale a commencé à être mise en œuvre, eut lieu la probable unique rafle. Cent Juifs fu-

Bologne fut l'aiguillon de l'opposition locale à la création d'un Grand-Liège

rent arrêtés et mis dès le lendemain dans le 11<sup>e</sup> convoi à destination d'Auschwitz. Début octobre, 500 Juifs liégeois avaient déjà été déportés... Ces événements se produisent alors que Bologne n'est plus bourgmestre : le 1<sup>er</sup> août 1942, l'autorité allemande lui fit savoir qu'il ne pouvait plus exercer ses fonctions.

Au lendemain de la guerre, le bourgmestre Bologne et le procureur général à la Cour d'appel, Lambert Destexhe furent traduits en justice pour avoir fourni les listes de communistes, de maçons et de « souteneurs » aux Nazis. Au procès, on évoqua le registre des Juifs ; Bologne se défendit d'en avoir permis l'établissement. Et il avait été acquitté comme Destexhe.

A l'époque, on ne parlait pas de la Shoah. Il fallut attendre plusieurs années pour constater que moult Liégeois, parmi lesquels M<sup>r</sup> Kerkhofs, sauvèrent des Juifs d'une mort certaine... ●